

A. Basbous: "l'expérience d'Ennahda n'a pas répondu aux attentes"

[MONDE](#) | Mis à jour le jeudi 7 février 2013 à 12h50

Un manifestant devant le ministère de l'Intérieur, à Tuni, mercredi

Deux ans après la révolution, les violences politiques s'aggravent en Tunisie. Le pouvoir tente tant bien que mal de calmer les esprits, mais ceux-ci se sont échauffés à nouveau après l'assassinat du militant des Droits de l'Homme et dirigeant de la coalition du Front populaire, Chokri Belaïd. Le Parti Ennahda, principale force de la majorité tunisienne, est sur la sellette. Les groupes salafistes sont montrés du doigt.

Après les violences dans les universités, les procès de membres de la société civile, les manifestations à répétition, et la crise politique au plus hauts sommets de l'État, la société tunisienne apparaît plus déchirée que jamais. Quel rôle tient le parti islamiste Ennahda? Quel est son agenda politique? La Tunisie se dirige-t-elle à nouveau vers un régime violent?

Un climat politique propice à la violence

Invité de notre chat ce jeudi, Antoine Basbous, fondateur et directeur de l'Observatoire des pays arabes à Paris, et spécialiste de l'islamisme, ne désigne pas le parti islamiste comme le commanditaire de l'assassinat. Une enquête indépendante devra faire toute la lumière sur cette exécution politique. *"En revanche le climat politique était devenu favorable aux assassinats et autres violences dans la mesure où le gouvernement a manqué de fermeté avec ceux qui exerçaient la violence au nom d'une vision religieuse"*, ajoute le politologue.

Qui souligne: *"J'étais de ceux qui avaient pensé à propos du printemps tunisien qu'il allait ouvrir la voie d'un islam démocratique, tolérant, instaurant un État de droit et se préoccupant du bien-être des gens et du développement économique. L'expérience d'Ennahda - qui se défend de gérer le pays tout seul- n'a pas répondu à ces attentes"*.

Défi économique: ce n'est pas la priorité pour Ennahda

Le développement économique du pays n'a pas non plus été rencontré depuis deux ans. La fracture entre les villes du nord et la capitale, d'une part, et le pays profond, jusqu'aux frontières du sud, d'autre part, n'a jamais été résorbée. *"Le gouvernement d'Ennahda n'a pas eu le temps ni les moyens, peut-être même pas l'envie de réparer cette fracture. Il a cherché à verrouiller à son profit l'espace politique pour installer ses hommes aux commandes"*, estime Antoine Basbous.

Quant à l'islamisme et son avenir, le spécialiste n'est pas très optimiste: *"Instaurer une laïcité pour séparer la sphère publique et la sphère privée: l'islam, dans sa majorité, ne partage pas cette approche"*, dit-il. Avant d'ajouter: *"Je me demande si la société tunisienne est suffisamment mature et prête pour prendre cette voie. Étant donné que la mauvaise foi des islamistes fait exprès une confusion entre laïcité et athéisme"*.

Antoine Basbous rappelle à toutes fins utiles que l'assassinat de Chokri Belaïd n'est pas le premier assassinat politique en Tunisie depuis deux ans; d'autres ont eu lieu dans des endroits plus reculés que les rues de la capitale. *"Deux ans après le renversement du régime de Ben Ali, la Tunisie semble avec un nouveau rendez-vous pour le changement"*, dit-il.

Relisez le chat de la rédaction, ci-dessous.

W. Fayoumi